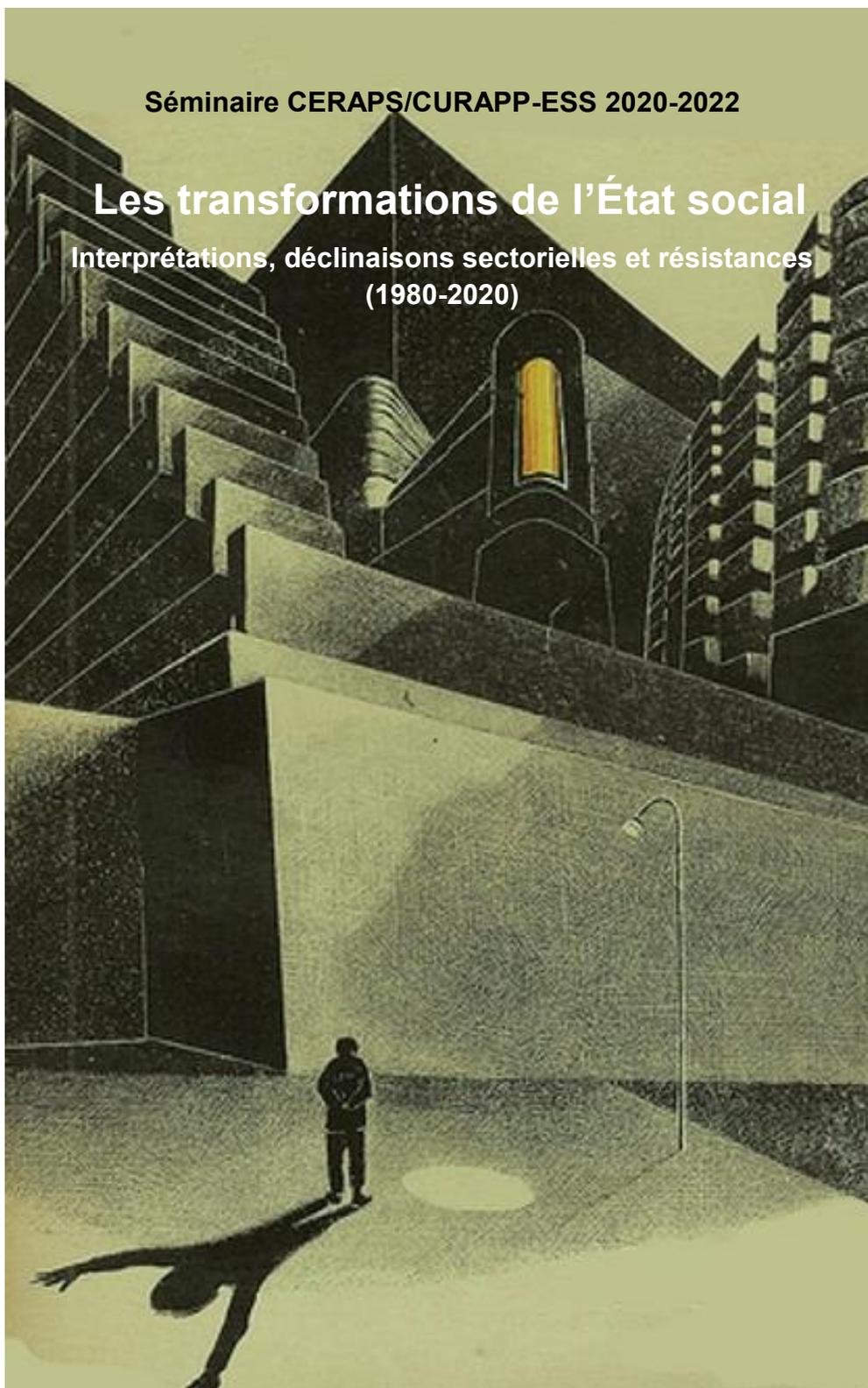


Séminaire CERAPS/CURAPP-ESS 2020-2022

# Les transformations de l'État social

Interprétations, déclinaisons sectorielles et résistances  
(1980-2020)



Ce séminaire est co-organisé par **Fabien Desage** (CERAPS), **Clara Deville** (CURAPP-ESS), **Thomas Douniès** (CURAPP-ESS) et **Hélène Lecocq** (CERAPS). Il donnera lieu à 4 à 5 séances par an pendant 2 à 3 ans, alternativement au CERAPS et au CURAPP-ESS. Organisées autour de la présentation de travaux originaux et récents, les séances seront l'occasion d'explorer un sous-champ sectoriel/thématique, ou des entrées par « publics » ou questions théoriques.



**CURAPP**  
Centre Universitaire de Recherches  
sur l'Action Publique et le Politique  
EPISTEMOLOGIE & SCIENCES SOCIALES



## Argumentaire :

Robert Castel (1995) utilise le terme d'État-social, qu'il préfère à celui – aux origines dépréciative et religieuse – d'« Etat providence » ou encore à celui de « *Welfare-State* » (littéralement Etat du bien-être) pour qualifier le développement de l'intervention de l'Etat dans la protection sociale et la réduction des risques collectifs et individuels à partir de la fin du 19<sup>ème</sup> s. en Europe, en lien avec le développement du salariat.

Les trajectoires d'émergence et d'institutionnalisation de l'État social dans les pays occidentaux ont fait l'objet de nombreuses recherches en sciences sociales (Polanyi 1983, Skocpol 1993, Palier 2002), souvent comparatives, aboutissant le plus souvent à des typologies, classant les différents « régimes » de protection sociale selon les liens qu'ils entretiennent à l'Etat, au salariat, au mouvement ouvrier mais aussi selon les modalités et l'intensité de leur remise en cause (Pierson 1994) depuis la fin des années 1970.

Le « souci de soi » (Bezès 2009) de l'Etat pour ce qui relève de sa « main gauche », selon l'expression de Pierre Bourdieu, semble depuis lors insatiable ; qu'il s'agisse d' « innover », d' « améliorer », de « rationaliser », d' « économiser », de « maximiser », les réformateurs patentés de l'Etat social ne sont pas avares de formules autant que de dispositifs afin de transformer l'intervention de ce dernier, selon des modalités et des mécanismes que ce séminaire se propose justement d'éclairer, en interrogeant les ruptures proclamées et en les renseignant à l'aune d'enquêtes empiriques, au sein des institutions de l'Etat social, auprès des agents et des publics concernés, dans des secteurs aussi divers que ceux de la santé, du handicap, de l'école, de la rénovation urbaine et du logement, de la jeunesse, de l'asile, du sans-abrisme ou encore de l'emploi, pour ne prendre que quelques entrées sectorielles d'ores et déjà retenues.

Ce séminaire propose donc d'alimenter les réflexions sur les « transformations » de l'État social, en France essentiellement mais avec une perspective comparative assumée, en s'attachant moins à la mesure de l'évolution des publics cibles qu'à l'analyse des processus politiques et institutionnels qui se déroulent à l'ombre des proclamations du changement.

En science politique, une abondante littérature analyse ces processus, pointant tour à tour les limites au « démantèlement de l'Etat social » (Pierson 2000) ou, au contraire, son accélération (Hall 1993) et un « changement de référentiel » à partir des années 80. Dans cette dernière perspective, « cognitiviste », les changements sont régulièrement interprétés comme étant la manifestation d'un « tournant néo-libéral » (Jobert 1994) modifiant les modes d'action de l'État social (Donzelot et Estèbe 1994) en même temps que les représentations de ses agents, et « remarchandisant » certains pans de la protection sociale.

Dépassant cette opposition entre transformation et permanence, et attentif aux contributions des acteurs du « monde ancien » aux transformations présentes, ce séminaire entend plutôt évaluer ce qui change, comment et pour qui. Pour en prendre la mesure, nous proposons d'adopter un regard singulier consistant à penser ensemble ce que la division du travail scientifique tend à disjoindre.

D'une part, là où la spécialisation des domaines d'études par secteur d'action publique conduit nécessairement à livrer une vision parcellaire des processus à l'œuvre, ce séminaire propose au contraire de travailler à une perspective d'ensemble, à hauteur de l'Etat lui-même (Bourdieu 2012). A l'image des recherches portant sur le « nouveau management public » et ses appropriations stratégiques par certains corps (Gervais 2019), nombre de travaux montrent combien l'évolution de tel ou tel segment d'intervention étatique est l'expression située – et déclinée- d'un mouvement global de redéfinition de l'action publique.

Force est toutefois de constater que ces dynamiques sectorielles restent rarement pensées en relation les unes avec les autres, à moins d'être appréhendées au travers de conclusions surplombantes, donnant l'image d'une transformation globale « exogène », dont les traductions seraient relativement univoques et faiblement dépendantes de leurs contextes de réalisation. Par contraste, et en mobilisant notamment les apports des travaux de sociologie de l'administration (de la haute fonction publique aux « guichets »), il s'agira de partir de recherches étayées empiriquement par l'enquête – ethnographique, archivistique... – pour esquisser une intelligibilité d'ensemble des dynamiques à l'œuvre dans les différentes sphères de l'État social, en lien avec ce qui se déroule dans d'autres espaces sociaux (syndicaux, patronaux, associatifs, juridiques...). D'une séance à l'autre, les cas présentés permettront ainsi d'envisager l'hypothèse de mouvements transversaux, sans sous-estimer les particularités de certains secteurs, les résistances variables et les possibles contournement de certaines injonctions managériales par exemple.

Le parti pris de ce séminaire consiste d'autre part à dépasser la segmentation des problématiques d'analyse de l'action publique, qui résulte bien souvent du découpage pré-construit par l'État lui-même de ses « niveaux » et « moments » d'intervention. Nous envisagerons les transformations de l'État social en regardant celui-ci sous ses différentes facettes et à différentes échelles, communément considérées comme relevant de la production, de la mise en œuvre et de la réception de l'« action publique » (Dubois 2009).

Ceci nous conduira à explorer tout autant la genèse et les déclinaisons sectorielles de ce mot d'ordre modernisateur, de ses conditions d'apparition et de circulation à ses effets sur la définition de l'action publique que les pratiques des agents, qui donnent force et consistance éventuelle à ces mots d'ordre, ces derniers pouvant susciter adhésion, résistance ou indifférence. Un dernier volet portera sur les appropriations par les usagers de l'État social des dispositions prises, en questionnant les représentations, les logiques d'usage et les pratiques de celles et ceux à qui sont destinées les politiques sociales, en même temps qu'elles prétendent les gouverner.

## Références bibliographiques citées :

Bezès Ph. (2009), *Réinventer l'Etat, les réformes de l'administration française (1962-2008)* Paris, Presses universitaires de France

Bourdieu P., (2012) *Sur l'État. Cours au Collège de France (1989-1992)*, Paris : Le Seuil/Raisons d'agir.

Castel R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.

Donzelot J. et Estèbe P. (1994), *L'État animateur*, Paris, Seuil.

Dubois V., (1999) *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica.

Dubois V. (2009), « L'action publique » in Cohen A., Lacroix B., Riutort Ph. (dir.) *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, p. 311-325.

Esping-Andersen G., (2007), *Les trois mondes de l'Etat providence. Essai sur le capitalisme moderne*, Paris, Presses Universitaires de France.

Gervais J., (2019), *L'impératif managérial : désirs privés et devoirs publics d'un grand corps de l'Etat*, Lille, Presses universitaires du Septentrion

Hall, P. A., (1993), "Policy Paradigms, Social Learning, and the State: The Case of Economic Policymaking in Britain." *Comparative Politics*, vol. 25, no. 3, pp. 275–296.

Jobert B. (1994), *Le tournant néolibéral en Europe*, Paris, L'Harmattan.

Palier B., (2002), *Gouverner la Sécurité Sociale*, Paris, Presses Universitaires de France.

Pierson P., (1994) *Dismantling the Welfare State, Reagan, Thatcher and the Politics of Retrenchment*, Harvard, Cambridge University Press.

Pierson, P. (2000), "Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics." *The American Political Science Review*, vol. 94, no. 2, pp. 251–267

Polanyi, K. (1983), *La Grande Transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard. Version originale : *The Great Transformation. The Political and Economic Origins of Our Time*, Boston, Beacon Press, 1944.

Skocpol T. (1993), *Protecting Soldiers and Mothers. The political Origins of Social Policy un the United States*. Cambridge, Harvard UP.